

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**



PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN!



➡ VOTONS POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEUR-E-S ET DES PEUPLES, ENVOYONS VALSER L'AUSTÉRITÉ ET LE GOUVERNEMENT liste conduite par **PHILIPPE POUTOU**

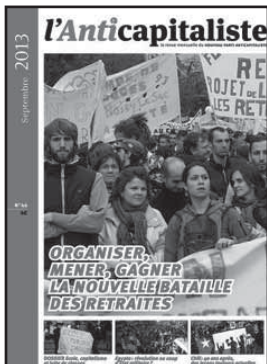
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Européennes	p.4-5
<ul style="list-style-type: none"> • 1er mai, lancement de la campagne • Initiatives dans le Sud-Ouest • Contre les politiques sécuritaires et anti-Roms en Europe 	
Nos vies, pas leurs profits	p.6-7
<ul style="list-style-type: none"> • Monnaie : ras-le-bol sur les salaires • Facteurs de Lormont : toujours là ! • Maisons de retraite : stop à la maltraitance institutionnelle et à la discrimination syndicale 	
Elves NPA	p.8-9
<ul style="list-style-type: none"> • Talence, la vraie gauche se fait entendre • Cenon, malaise à gauche, impuissance à droite • Valls/Hollande et l'austérité communale à Lormont • FN à Lormont : la préférence pour lui, la verbalisation pour tous 	
Politique locale	p.10-11
<ul style="list-style-type: none"> • A propos des indemnités des élus • Echanges au meeting de LO • CUB : après les rivalités, la cogestion 	
Réforme territoriale	p.12-13
<ul style="list-style-type: none"> • Valls-Hollande à l'offensive contre les travailleurs et les usagers des collectivités territoriales 	
Tribune	p.14
<ul style="list-style-type: none"> • Le scandale de la voiture électrique... 	
Féminisme	p.15
<ul style="list-style-type: none"> • La lutte féministe inexorablement liée à la lutte des classes 	
A lire	p.13-14-16
<ul style="list-style-type: none"> • Pas de pouvoir au FN (brochure VISA) • La Sécu, elle est à nous (brochure du NPA) • Xénia, de Gérard Mordillat 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pour une Europe des travailleurs et des peuples, envoyons valser l'austérité et le gouvernement !

L'enjeu des élections européennes semble bien loin pour toutes celles et ceux qui, chaque jour, subissent la crise et les politiques d'austérité des gouvernements. Travailleurs, privés d'emplois, jeunes, habitants des quartiers populaires ; en quoi ce Parlement où rien ne se décide réellement et ces élections peuvent avoir quelque chose à voir avec nous ?

Elles sont l'occasion d'y faire entendre une voix anticapitaliste, celles des classes populaires opposées à l'austérité, une voix internationaliste pour l'unité des peuples et des travailleurs contre la finance et le patronat européen.

C'est pour cela que le NPA est présent dans 5 régions dont le Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon), car au-delà des sinécures que politiques de droite, de gauche ou d'extrême-droite se disputent, ces élections sont pour eux tous une échéance pour essayer de légitimer leurs politiques d'austérité et, pour nous, de les contrer et d'appeler à les combattre.

Le PS a le culot de fustiger « l'austérité », alors que son gouvernement impose de façon drastique une cure d'austérité sous prétexte de lutte contre les déficits. Et il soutient Martin Schultz, chef de file des listes PS, président du Parlement européen, candidat de la gauche européenne à la présidence de la Commission, qui est un fervent défenseur !

L'UMP se divise entre partisans de Lamassoure « pro-européen », et de Copé qui se fait le champion d'une Europe des nations, part en guerre contre l'immigration en faisant des immigrés des boucs émissaires, et contribue à renforcer le FN, pour les contrôles aux frontières, la sortie de l'euro et le retour au franc...

Face à ceux qui se relaient au pouvoir et portent la responsabilité des drames sociaux et humains qu'engendre la politique d'austérité et de contrôle des frontières des gouvernements, alliés à la Troïka (Union Européenne, Banque Européenne et FMI), face à l'imposture du FN, il faut que s'exprime dans ces élections le camp de la contestation et l'affirmation qu'une autre Europe est possible, une Europe ouverte et solidaire, qui refuse de se soumettre aux sirènes du repli sur soit et du « patriotisme ».

S'abstenir, comme s'appêtent à le faire nombre d'électeurs, est une façon passive de leur tourner le dos, mais en laissant le terrain à nos pires ennemis, ceux qui rêvent d'enfermer les travailleurs dans la prison des frontières pour mieux les soumettre aux patrons à travers toute l'Europe.

Alors, à ces élections, le bulletin de vote sert à dire clairement que nous ne sommes pas dupes, que ce sont les mobilisations, comme en Grèce, au Portugal ou encore celle des femmes espagnoles contre la suppression de l'IVG qui peuvent seules faire changer le rapport de forces en faveur du monde du travail, pour les droits démocratiques.

C'est pourquoi nous avons besoin de tous pour mener cette campagne, pour donner de la crédibilité à la seule perspective qui existe pour nous, le monde du travail, la jeunesse: notre propre intervention, par-delà les frontières, sur le terrain où se joue notre sort, celui de la lutte politique et sociale.



Européennes

Bordeaux, lancement festif et militant de la campagne

Cette année, le traditionnel repas du 1er mai a permis de lancer notre campagne pour les Européennes. Un moment festif et militant pour échanger, recharger les batteries dans la bonne humeur et préparer la suite !

Le matin, dans la manifestation, notre cortège avait rassemblé une petite centaine de personnes derrière la banderole « *construisons une opposition de gauche* » avec une animation sono pêchue. L'occasion de nombreux échanges qui ont pu continuer ensuite autour d'un apéro et d'un tajine, avec d'autres qui n'avaient pu manifester ou l'avaient fait dans d'autres cortèges.

Mónica Casanova, élue municipale à Lormont et candidate girondine avec Philippe Poutou et Marie Fauré, y est intervenue pour redire l'importance pour nous de prendre part à cette campagne. Elle a appelé chacun à participer au combat politique et faire en sorte qu'une voix anticapitaliste se fasse clairement entendre pour une Europe solidaire et ouverte, une Europe des luttes sociales et démocratiques.

L'après midi a continué avec la pièce de théâtre et musique « *Petites misères, grande peur* » de la compagnie *L'ate-*

lier de mécanique contemporaine avec Jean-Philippe Ibos et Tony Leite. Une succession de scènes drôles et-ou féroces, toujours révoltées, jouées avec un grand talent.

Un premier mai qui a été un très bon moment pour les 140 personnes présentes et un début de campagne réussi.



Sud-Ouest : le NPA en campagne

La campagne est courte, mais nous en profitons à fond pour porter notre programme, contre cette Europe des banquiers et de la troïka, contre les repliements souverainistes, « *pour une Europe des travailleurs et des peuples, pour envoyer valser le gouvernement et l'austérité* ».

Au-delà de cet objectif politique, la constitution de la liste, l'organisation de la campagne ont été l'occasion

d'échanges et de travail en commun entre les comités et groupes locaux de la circonscription, chacun ayant à cœur de tirer au mieux profit de la situation pour renforcer nos idées et notre organisation. 13 candidatEs de notre liste sont issuEs de comités de « petites villes », 7 des « capitales régionales » Bordeaux, Montpellier et Toulouse. Les meetings avec Philippe et les candidatEs locaux

sont l'occasion de faire campagne sur des marchés où nous sommes peu présents le reste de l'année, de faire venir la presse locale...

Nous étions un petit groupe samedi 10 sur le marché de Dax dans les Landes,

avec Philippe et Florent, agent territorial et militant syndical à Capbreton (40) et Sylvie, militante à Anglet (64, Pays Basque). Nous y avons rencontré France bleue Gascogne, TV Landes et Sud Ouest, mais aussi une grande sympathie envers Philippe et notre parti, les tracts bien pris, certains nous disant que ça n'est pas souvent qu'ils rencontraient de « *vrais militants de gauche* »...

Un encouragement pour la suite, de la campagne d'abord, qui nous amènera avec Philippe à Auch, Tarbes, Montpellier, Marcoule, Nîmes, Uzès, Bayonne, Rodez, Albi, Perpignan, Pau... et à Bordeaux, pour notre meeting de clôture... Et un encouragement aussi pour la construction du parti dans des zones où nous sommes aujourd'hui moins implantés.



Contre les politiques sécuritaires en Europe Bègles : nouvelle évacuation de squat de Roms

Les évacuations de squats se succèdent sur l'agglomération bordelaise sans régler aucun problème. Elles ne font que rendre plus précaire la situation déjà très difficile des familles roms, tout en menaçant le travail d'intégration entrepris avec l'aide des associations et des enseignants.

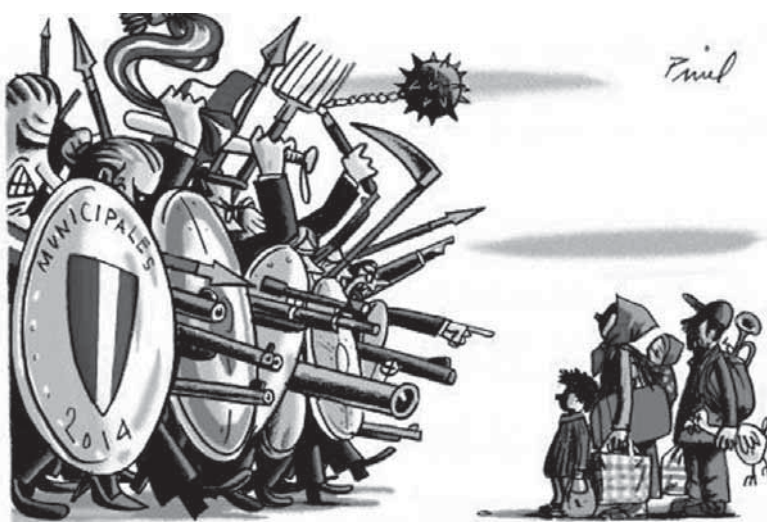
Après l'évacuation cet été du squat Thiers, qui a compté jusqu'à 250 personnes, les familles se sont dispersées sur toute la CUB. Au gré des nouvelles évacuations à Floirac, Cenon, Bordeaux, Ambarès, une partie s'est retrouvée à Bègles, qui accueillerait désormais 45 % des populations rom et bulgare de l'agglomération, soit environ 180 personnes, 110 adultes et 70 enfants dont 34 scolarisés dans les écoles béglaises.

Mardi 29 avril, c'est une demi-compagnie de CRS qui a procédé à l'expulsion d'une soixantaine de ces Roms des locaux désaffectés de l'usine Sotria, en exécution d'une décision de justice datant de janvier 2014, à la suite d'une plainte de l'OPHLM Aquitanis, lié à la CUB, qui veut récupérer le terrain pour des projets immobiliers. Si trois familles ont été prises en charge dans le cadre du dispositif de la MOUS, les autres se sont vues proposer au mieux des hébergements de très courte durée en hôtel.

Le maire de Bègles, Noël Mamère, comme avant lui le maire PS de Floirac, Jean-Jacques Puyobrau, invoquent la nécessité d'une politique à l'échelle de la CUB. Certes, mais c'est à chaque fois au nom du fait « *qu'on n'a pas les moyens de les accueillir dans la dignité* » que les Roms se font expulser et se retrouvent à devoir

survivre dans des conditions de plus en plus indignes ! Le préfet a même eu le cynisme de dire que la situation sur Bègles, où la mairie s'est assurée que l'eau et l'électricité ne leur soient pas coupées, posait problème car elle créait un « appel d'air » !

Cette politique de rejet inhumaine et absurde menée sur la CUB comme à l'échelle de tout le pays ne repose que sur une approche sécuritaire qui n'est en aucun cas une réponse à la situation de précarité dont sont victimes ces familles. C'est même un encouragement



ouvert à leur stigmatisation comme est venu le rappeler la scandaleuse note officielle du commissariat du VI^e arrondissement de Paris donnant aux policiers des consignes pour « *localiser* » et « *évincer systématiquement* » les Roms en raison de leur appartenance ethnique !

D'ailleurs, la France est régulièrement épinglée à cause de sa politique à l'égard des Roms par les autorités européennes. L'Europe que nous voulons construire est avant tout l'Europe des peuples. Les politiques de rejet des Roms sont révélatrices de cette Europe des banquiers et des marchés où les capitaux sont plus libres d'aller et venir que les hommes.

Car oui, les Roms sont un peuple européen, sans patrie, un peuple à l'échelle de l'Europe tout entière. Sur le papier, il existe une directive européenne de 2004 garantissant la libre circulation, ils devraient pouvoir comme tout citoyen européen circuler, s'installer, se loger, travailler, scolariser leurs enfants où bon leur semble ! Mais si cette liberté existe pour les capitaux et les marchandises, elle ne s'applique en réalité toujours pas pour les êtres humains, surtout les plus pauvres. D'ailleurs, cette même directive européenne autorise le renvoi de citoyens étrangers dont les revenus ne sont pas jugés suffisants, ce qui frappe aussi des Roumains et des Bulgares non Roms. Car derrière la stigmatisation des Roms, c'est d'abord et avant tout la chasse aux plus pauvres, aux victimes de la crise qui ont fui la misère de leur pays.

Les élections européennes sont pour nous l'occasion de défendre la nécessité, en France comme à l'échelle de l'Europe, de mesures d'urgence comme l'arrêt des évacuations de squats sans alternative de relogement, l'arrêt du harcèlement policier, le libre accès au travail et au logement, l'accès à la santé et à la scolarisation sans condition, pour tous.

Nous défendons une Europe démocratique et égalitaire et notamment la libre circulation et la régularisation des sans-papiers, l'arrêt de toutes les discriminations, et le droit de vote pour les étrangers résidents.

Bruno Bajou

Nos vies, pas leurs profits

Monnaie de Pessac

Ras-le-bol sur les salaires

En avril, lors de la Négociation Annuelle Obligatoire, un mécontentement s'est développé sur les salaires, en particulier chez les collègues CDI. Pour la direction qui profite de la crise, tout va bien, les salaires des ouvriers suivent « *la loi de l'offre et de la demande* ». Mais 1285 € net pour un poste d'ouvrier qualifié, à qui on demande de plus en plus de « *polyvalence* », il y en a assez ! D'autant que, du côté des hauts cadres, les dix meilleurs salaires ont encore progressé de 7 % cette année !

Le discours n'est pas nouveau, mais cette année, en plus, le PDG nous vante la « *mission publique* » de l'entreprise qui doit suivre la politique de rigueur du gouvernement. Même si les contractuels sont de droit privé, il est clair

pour tout le monde que le gel du point d'indice annoncé par Valls jusqu'en 2017 est un encouragement au blocage des salaires pour tout le monde ! C'est vrai dans tout le pays et encore plus à la Monnaie, où les statuts privé et public se retrouvent.

Mais le discours du PDG ne passe pas, pas plus que celui de Valls... Il y en a assez des salaires au rabais pour les nouveaux embauchés ou du blocage qui se poursuit pour les ouvriers d'Etat ! Chaque année, nos salaires vont à reculons alors que l'entreprise dégage des profits, même s'ils sont un peu à la baisse cette année.

Sur l'usine de Pessac (200 salariés), la CGT a organisé des AG, où nous nous

sommes retrouvés à 70, avec la présence notable des CDI. Après avoir fait voter une demi-journée de grève à l'occasion de la venue du PDG en avril, des camarades ont proposé de faire une semaine de picnic devant l'usine, histoire de dire notre ras-le-bol. Dans cette période de congés scolaires, nous étions une cinquantaine tous les jours, avec une banderole affirmant : « *salaires au rabais, gelés, Y en a marre !* ».

Mardi 22 avril, lors du Comité d'Entreprise qui se tenait sur le site de Pessac, CGT et FO ont donc appelé à une demi-journée de grève, avec le soutien des retraités et de l'association de victimes de l'amiante de la Monnaie. Nous étions près de 70 au piquet, avec barbecue, presse, etc. La direction a du coup annoncé quelques mesurètes pour les plus bas salaires : 2 % d'augmentation, une prime de polyvalence passant de 170 € à 200 € et la réévaluation d'une maigre prime d'ancienneté pour les contractuels.

Nous sommes très loin du compte et la contestation se poursuit, avec en ligne de mire le 15 mai, une occasion de dénoncer, tous statuts confondus, la politique salariale du patron et du gouvernement.

Laurent Delage



Maisons de retraite

Stop à la maltraitance institutionnelle

La 4 avril dernier, nous étions une quarantaine à l'appel de la CGT et en présence de Philippe Poutou, devant le siège social de l'Adgessa à Bordeaux, une association qui possède dans la région 18 établissements dont 15 EHPAD, (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), une MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) et deux foyers d'adultes handicapés. Nous étions venus dénoncer la maltraitance institutionnelle et une discrimination syndicale qui touche plusieurs élus, alors que l'Adgessa prétend sur son site respecter les valeurs humaines !

Depuis des années, les militants syndicaux CGT, le plus sou-

vent en intersyndicale avec FO, n'ont cessé d'alerter l'ARS (Agence Régionale de Santé) et le Conseil Général qui finance les EHPAD, sur les mauvaises conditions de prise en charge des personnes âgées. Sans succès !

Un rapport de la direction montre une souffrance des salariés de ces établissements qui subissent des conditions de travail insupportables : 12 à 13 toilettes par aide-soignante !

A Notre Dame de Bonne Espérance, un des établissements de Bordeaux, une enquête à laquelle 90 % des salariés ont répondu, révèle que 55 % des salariés ont le sentiment d'être épuisés ; 64 % se sentent tendus et énervés ; 37,5 % sont

Nos vies, pas leurs profits

Facteurs de Lormont : toujours là !

Les facteurs de Génicart, la plus grosse Poste de Lormont, n'en pouvaient plus. Ils se sont mis en grève durant 10 jours, du 7 au 15 avril, trois ans après leur grève de 11 jours lors des fêtes de fin d'année.

La distribution des plis électoraux en mars a été la goutte qui a fait déborder le vase. Les facteurs et leurs syndicats SUD et CGT ont lancé un préavis de grève juste avant, car ils voyaient venir la surcharge, alors qu'ils ne sont que 19, que la ville s'agrandit, que le nombre de boîtes aux lettres se multiplie et que la Direction emploie toujours des CDD, en particulier sur les tournées les plus difficiles, comme celle de Carriet. Avec cette surcharge, les facteurs ne peuvent que rarement finir leur tournée à 13h 50, heure de leur fin de service. Il arrive aux CDD de finir à 16h, voire 17h, sans manger, aidés par les titulaires, qui connaissent leurs difficultés. La Direction leur a promis une embauche le 7

avril, raison pour laquelle ils n'ont pas fait grève en mars.

Mais quand le 7 avril, il n'y avait toujours personne sur le poste, ils se sont mis très majoritairement en grève. Les premiers jours, il n'y avait quasiment que les CDD qui travaillaient. La Direction a prétexté des difficultés pour embaucher statutairement, et a proposé de reprendre des CDD. Les facteurs ont demandé la CDisation des CDD déjà en poste, comme cela s'est déjà fait à Pessac ou à Cenon. La députée Conchita Lacuey et le maire Jean Touzeau, PS, sont venus en soutien au piquet... tout en prétendant, comme la Directrice du centre, qu'il fallait des embauches statutaires par concours, ce qui revenait à justifier le refus de la Direction de transformer immédiatement ne serait-ce qu'un CDD en CDI. Le maire a même ajouté qu'il avait des CDD dans le personnel municipal - oui, 28% d'agents non statutaires - ce qui n'était pas du



gout des postiers qui eux veulent des embauches...

Lors du Conseil municipal qui a suivi, en tant qu'élue du NPA, je suis intervenue en

« En 2013, le bénéfice net de La Poste a progressé de 31 % par rapport à 2012. Pour les syndicats, c'est seulement grâce au CICE (de 297 millions) que ce résultat a pu être obtenu, ce que la direction ne nie pas », écrit un journal pas du tout gauchiste, *les Echos*.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que La Poste fait des bénéfices en ne créant presque plus d'emplois statutaires (plus de concours de facteur depuis 11 ans), et que la moindre embauche en CDI est un combat, tant La Poste préfère les CDD et la sous-traitance pour combler les suppressions d'emplois (-7561 dans tout le groupe La Poste depuis 2012) !

soutien aux facteurs, en dénonçant la précarité, alors que la majorité municipale PS-PC-EELV approuvait un compte de gestion d'austérité.

Par leur mobilisation, les postiers ont obtenu une embauche, le deuxième poste étant occupé par un CDD. Il faudra donc sans doute remettre ça. Avec leurs syndicats, ils ont aussitôt appelé à soutenir les facteurs de Saint Germain du Puch qui se sont mis en grève aussi pour le remplacement d'un agent et pour récupérer des heures supplémentaires non payées.

Mónica Casanova

et à la discrimination syndicale !

agressés verbalement par des collègues et 44,7 % par des supérieurs hiérarchiques.

Une cadre, par ailleurs représentante syndicale CGT au Comité d'Entreprise, a été menacée de licenciement pour « *insuffisance professionnelle* ». Un prétexte, quand on sait que cette camarade est proche de ses collègues et a souvent refusé de sanctionner des salariés à la demande de la direction.

Une autre élue CGT, aide-soignante travaillant à l'EHPAD Saint Léon de Pau, est menacée de licenciement pour faute grave. Comme par hasard, depuis qu'elle travaille dans cet établissement, elle défend les intérêts des salariés.

Suite au rassemblement, la cadre a vu la procédure de licenciement stoppée. Pour ce qui est de la militante de Pau, la procédure, qui dure depuis 5 ans, continue. Son licenciement a déjà été refusé par l'inspecteur du travail et les élus du CE s'y sont aussi opposés. Mais la direction s'acharne et poursuit la procédure. La camarade compte bien prouver son innocence.

Cette lutte est une première étape qui permet aux salariés de relever la tête et de ne plus accepter l'insupportable !

Correspondantes NPA

Talence, la vraie gauche se fait entendre

Nouvelle élue de la liste et membre du NPA, Marie Fauré est entrée dans le bain dès le 1er conseil municipal en y faisant une déclaration remarquée rappelant les objectifs de la liste et dénonçant les politiques d'austérité et leurs conséquences sur Talence.

Au second conseil, elle a pris part aux débats en dénonçant l'utilisation du travail précaire. Dans le discours de cette assemblée, tout le monde se dit contre la précarité... mais il y a ceux qui la font et ceux qui la vivent, ceux qui l'organisent et ceux qui la subissent. A partir du débat sur le maintien d'un employé communal pour des activités postales, Marie a dénoncé la réalité que vivent les habitants proches des anciennes Postes Robespierre, Santillane, Lorraine, etc... fermées, et tous les services publics qui disparaissent (gare Médoquine, Sécu...).

Au conseil consacré au budget, Marie a dénoncé les politiques d'austérité de ce gouvernement et du précédent, et leurs conséquences désastreuses pour la population et la gestion des communes. Une situation aggravée par l'inégalitaire réforme des rythmes scolaires.

Cette municipalité se complait dans la gestion inégalitaire et l'accentue avec, par exemple, un nouvel impôt

stationnement que le maire veut imposer. Le maire feint d'ignorer que beaucoup de familles comptent chaque euro pour finir le mois. Tout le monde n'a pas une paye de maire ! Marie a rappelé les mesures que devrait prendre une municipalité pour ses habitants et ses employés tout en combattant les inégalités sociales. Et a voté contre ce budget d'austérité.

Sud-Ouest ne s'y est pas trompé en consacrant une partie de son article à l'intervention de Marie et en parlant « d'un NPA offensif ». La droite de « salon », peu habituée à entendre ce type de déclaration non consensuelle, a voulu interrompre Marie, qui les a remis à leur place : au fond, à droite, à côté du radiateur.

La présence de Marie détonne, et permet de faire entendre une autre voix. Reste à développer une pratique unitaire et large autour des élus ; de ce point de vue, tout reste à faire. Il faut aussi mobiliser les habitants pour que les débats ne restent pas dans la salle du conseil. Et là, c'est parti : une manifestation avec le Comité Talençais de Défense des Services Publics est d'ores et déjà prévue le 27 mai pour la réouverture de la gare Médoquine et le pôle multimodal (à partir de 17 h suivi d'un pique-nique sur place).

J.S.

Cenon, malaise impuissance

Le conseil municipal de Cenon s'est installé le vendredi 28 mars. La claque du maire, réunie pour l'occasion, était quelque peu démesurée pour une victoire de la majorité municipale marquée par une chute de près de 9,75 %, la perte de deux sièges de conseillers au profit de la droite et un désaveu massif de la politique du PS nationale et locale, par un des plus gros pourcentages d'abstention de Gironde. Au point que le maire a demandé en aparté à son opposition de ne pas faire d'intervention ce jour-là, puisqu'il s'agissait de l'« *élection solennelle du maire* ». Surréaliste !

Elue pour la liste unitaire « Gauche alternative d'opposition à l'austérité, pour une autre répartition des richesses » (NPA-PG-Ensemble), j'ai posé ma candidature au poste de maire, « *dans le cadre de la politique que j'ai défendue avec mes colistiers de Ensemble, du NPA, du PG et tous ceux sans étiquette de la liste « Gauche alternative d'opposition à l'austérité »... pour dénoncer les politiques d'austérité et défendre une alternative d'urgence sociale, pour une autre répartition des richesses.* » J'ai rappelé que « *comme je l'ai fait durant les deux mandats que j'ai effectués dans ce conseil municipal, je continuerai à me faire le porte-parole de la population la plus déshéritée et le relais de leurs luttes et de leurs mobilisations. Je continuerai à faire entendre et à porter les exigences et les revendications du monde du travail, des quartiers, des jeunes et de tous les laissés pour compte. Je ferai entendre une voix d'opposition de gauche au gouvernement et à ses relais locaux, tout en dénonçant nos adversaires que sont la droite et l'extrême-droite.* »

Au cours des deux conseils qui ont suivi (orientations budgétaires et budget), je me suis opposée aux délégations au maire. Défendre la démocratie directe sur une commune, c'est-à-dire le droit pour la population de décider et voter directement de tout ce qui la concerne, c'est aussi s'opposer aux délégations que le conseil vote aveuglément au maire, en début de mandat. Ces délégations lui permettent de prendre des décisions hors de l'avis du conseil municipal. Justifiées par des commodités de fonctionnement, elles lui donnent des pouvoirs importants, contraires à notre conception de la démocratie.

J'ai aussi voté contre un budget d'austérité, conditionné par la baisse drastique des dotations d'Etat aux collectivités (- 10 milliards jusqu'en 2017, inscrits dans le pacte de responsabilité de Hollande), même si la commune de Cenon, classée parmi les plus pauvres, continue de bénéficier de la dotation de solidarité. Le budget 2014 « *... ne peut pas répondre à l'urgence sociale pour les populations des quartiers populaires appauvries par la crise, la précarisation crois-*

Retrouvez nos infos et vidéos sur le conseil municipal sur notre site : <http://talence.agv.free.fr>.

à gauche, à droite !

sante... il faut une autre politique. Nationalement, et localement. Une politique de résistance à l'austérité que nous impose, après Sarkozy, le gouvernement Hollande-Valls. Il faut une autre politique, qui rompe avec les cadeaux au privé et à la finance, au profit de l'emploi public, d'une augmentation massive des salaires, de la reconstruction des services publics... Une politique qui encourage l'organisation et les luttes de la population, des salariés, des jeunes, des privés de droits, pour imposer un contrôle de la population sur l'économie pour une autre répartition des richesses.»

Alors que le PCF n'a de cesse de justifier sa cogestion avec le PS, au nom du « rassemblement constructif », au prix d'une soumission de fait aux politiques d'austérité, nous continuons à porter dans le conseil municipal, avec les camarades d'Ensemble et du PG, la voix d'une opposition de gauche à l'austérité.

Christine Héraud

Valls/Hollande... et l'austérité communale à Lormont

A l'occasion du 3^{ème} conseil de la nouvelle mandature, je suis revenue sur l'austérité « de gauche » locale et nationale.

« Manuel Valls ne pouvait laisser à personne d'autre le soin de détailler les attaques de son plan de 50 millions d'économies publiques pour servir le grand patronat.

Ce sont les retraités, les bénéficiaires des prestations sociales et les fonctionnaires, dont les territoriaux de notre commune, très nombreux en catégorie C, avec de bas salaires, qui vont régler la première tranche de l'ardoise gouvernementale, pour financer les 30 milliards d'euros de cadeaux aux patrons.

Prendre aux pauvres pour donner aux riches, aux entreprises avec le CICE, aux banques pour payer la dette creusée par les nombreuses exonérations, Sarkozy n'a pas fait mieux que Hollande/Valls !

Le gouvernement n'arrête pas de répéter que les collectivités doivent faire des efforts, comme je l'entends ici, et nul au Parlement, à part le Front de Gauche et EELV dont les élus cogèrent localement l'austérité avec les socialistes, ne le conteste. C'est ainsi qu'a été décidée la baisse des dotations, comme la Dotation Générale de Fonctionnement, de 10,5 milliards, avec une perte cumulée qui

va représenter 24 milliards d'euros entre 2014 et 2017. Une véritable saignée des collectivités locales !

Localement, je n'ai jamais entendu depuis 2001 énoncer autant de baisses sur les recettes d'un budget, et des prévisions de baisses aussi importantes, alliées à des hausses des dépenses, surtout dues à la baisse des dotations et ressources indispensables à la commune (-1 200 000 €) Et même les dotations qui ne baissent pas en 2013 baisseront en 2014 !.

A cela, il faut ajouter le poids de la dette, avec un emprunt toxique dont les taux d'intérêt sont passés de 3,89 % en 2013 à 14 % en 2014. La commune a assigné l'ex-Dexia en justice pour environ 16 millions de dette pour des emprunts toxiques ou très risqués, tant mieux, mais comment envisager l'avenir quand ils constituent la moitié de l'encours de la dette, dans le contexte actuel ?

C'est pour toutes ces raisons qu'il est urgent d'annuler cette dette illégitime, qui ne rapporte qu'aux banques, et se battre pour un monopole public bancaire contrôlé par les salariés et la population

Monica Casanova

FN à Lormont : la préférence pour lui, et la verbalisation pour tous !

On a enfin entendu la voix des élus FN au Conseil, là où on ne les attendait vraiment pas !

Le tête de liste Bleu Marine, le jeune Defrance, avait bredouillé des félicitations au Maire, sans défendre sa propre candidature au poste de Maire... lors de l'élection des adjoints, en se faisant gentiment rabrouer par l'édile bien plus expérimenté. Et depuis, on ne l'avait plus entendu, jusqu'à un vote sur un lot de viandes de volaille. Vote contre, dit le FN : stupeur dans l'assemblée...

Alors, Sallot, un des élus FN, explique avec une colère contenue que « son » offre de lot de viande n'a pas été retenue (il dirige la société de commerce de gros Badets), le lot approuvé par la commune est donc de mauvaise qualité : CQFD !

Et, plus tard, lorsque je suis intervenue en faveur de locataires qui doivent payer des parkings (jusqu'à 15 € par mois pour se garer en bas de chez eux, alors qu'avant la réhabilitation de l'ANRU, c'était gratuit, du coup, beaucoup se garent sur les trottoirs), une autre élue FN a demandé que la police verbalise, ce que le Maire a repris...

Avec le FN, pas de doute, c'est le degré zéro de la politique, au secours la police, et surtout, la préférence pour eux !

M. C.

Politique locale

A propos des indemnités des élus

A peine les nouveaux conseils municipaux installés, les élus ont été amenés à voter les indemnités des maires, adjoints et conseillers municipaux. Si dans les petites communes, le travail du maire et des adjoints relève parfois quasiment du bénévolat, tant les moyens de la commune sont réduits, dans les communes plus importantes, il semble qu'un certain nombre d'élus aient une certaine opinion d'eux-mêmes et de ce qu'ils « valent ».

Ainsi, par exemple, le nouveau maire UMP de Pessac s'est fait voter une indemnité mensuelle de 5100 euros net... qui s'ajoute à celle de vice-président de la CUB (aux alentours de 2400 euros). Et cela sans compter son salaire de Directeur hors classe au CHU à mi-temps puisqu'il a conservé son poste (et -à l'heure où nous écrivons- son logement de fonction)... Un cas d'école ? Pas vraiment, aussi scandaleux que ce soit. Ainsi le maire précédent (PS) n'avait « que » 2700 euros net en tant que maire... mais cumulait lui aussi avec les indemnités de vice-président de la CUB, celles de conseiller général et sa retraite d'enseignant.

Des indemnités qui, de façon générale, ont une nette tendance à la hausse : de plus en plus d'élus (cumulant des fonctions

de maires et-ou de conseillers régionaux ou généraux, de députés, présidents de métropoles et autres grandes communautés de commune, etc.) atteignent le plafond légal de 8272 euros brut au-delà duquel les indemnités sont théoriquement écrêtées. Et cela dans la plus grande opacité car, même si elles sont censées être publiques, qui connaît les indemnités perçues par les élus et l'ensemble des moyens mis à leur disposition ? Habités à côtoyer les patrons, ces hommes (il y a aussi des femmes... mais elles sont moins nombreuses) aspirent vite à un train de vie similaire... le pouvoir et leurs fréquentations leur ouvrent l'appétit !

Les mêmes n'en appellent pas moins à réduire les déficits et à « maîtriser » les dépenses de personnels (alors même que nombre de salariés municipaux subissent précarité, temps partiels imposés et bas salaires)...

Les indemnités que se votent en toute légalité ces élus qui cumulent postes et jetons de présence divers sont proprement indécentes. Le NPA défend le non cumul des mandats et une véritable limitation des indemnités au niveau des revenus d'un salarié qualifié bien payé.

Isabelle Ufferte

12 avril à Paris pour faire Valls'er l'austérité

Nous étions presque une quarantaine du NPA Gironde à monter à la manifestation à Paris le 12 avril... dont plus de la moitié dans le bus affrété par les camarades du PCF, avec des militants du FdG, d'AC !... Voyage ensemble puis manif dans des cortèges séparés : on a mis en commun nos moyens pour réussir une grande manif qui a fait entendre dans la rue la contestation des politiques d'austérité, et l'envie de faire Valls'er ce gouvernement tout fraîchement nommé. Une manif qui faisait du bien, après des mois où la seule opposition qui réussissait à se faire entendre était la rancœur moisie des bataillons réactionnaires de la Manif pour tous et le mécontentement dévoyé par la démagogie du FN.

Cette manif appelle d'autres étapes vers l'opposition de gauche que le NPA s'attelle à construire depuis deux ans... depuis le soir même de l'élection de « Moi, président ». Une perspective qui est plus que jamais d'actualité.

F.M.

Echanges au meeting de LO...

Lors du meeting de Lutte ouvrière le 25 avril à Bordeaux, pour le débat, je suis intervenu pour d'abord dire mon accord avec tout ce qui avait été dit contre les patrons, le capitalisme, l'Europe des banques et de la finance, le gouvernement, les directions syndicales, le Front national, etc. et mon accord avec l'internationalisme, l'Europe des peuples et des travailleurs, la lutte de classe, etc. Mais que là où j'étais en désaccord, c'était un non sens de ne pas se présenter ensemble pour dire « grosso-modo » la même chose. En rappelant l'époque où des listes communes LO-LCR avaient permis d'avoir cinq élu-e-s au Parlement européen sans que nos organisations respectives en souffrent ! Bien entendu, j'ai regretté qu'aux municipales aussi, LO n'ait même pas voulu nous rencontrer et reparlé de leur absence incompréhensible à la manifestation du 12 avril à Paris contre l'austérité et la politique du gouvernement.

La réponse était attendue : dans ces élections, LO veut brandir et planter le drapeau du communisme révo-

lutionnaire (ce qui était revenu en boucle dans les allocutions) pour le jour où les travailleurs se mobiliseront et auront donc besoin d'une politique de classe claire pour répondre à la situation. Alors, pas question d'envisager quelque chose avec le NPA qui va discuter aussi avec les « réformistes » du FDG. Même sur les élu-e-s LO-LCR en 1999 selon eux, ça n'avait eu aucune importance, car ce n'est pas là que se joue la lutte de classe. Quant au 12 avril, pour LO, il s'agissait d'une manifestation contre l'austérité et cela ne veut rien dire, car tout le monde se dit contre l'austérité.

Lutte ouvrière ne peut envisager quelque chose qu'avec des communistes révolutionnaires c'est-à-dire qu'avec eux-mêmes... d'après leurs critères. C'est un non sens dans cette période qui demande à regrouper toutes les forces des individus, des organisations pour mener cette lutte de classe contre le gouvernement et les patrons.

Jacques Raimbault

CUB : comment passer de la comédie des rivalités électorales à la cogestion en moins de temps qu'il n'en faut pour lire ce titre...

Cogestion ? Cela signifie simplement qu'à la CUB, les élus de l'UMP, de l'UDI, du PS, d'EELV et du PCF, après s'être combattus pendant les municipales, ont passé, une fois de plus, un deal pour gérer ensemble cette institution (un accord écrit a même été signé par Juppé et Anziani).

Sur les 105 conseillers élus en même temps que les conseillers municipaux, deux seulement ont dénoncé le principe de cogestion : du FN, Colombier, de Bordeaux, qui y trouve une matière facile pour alimenter sa démagogie, et un écologiste élu à Bordeaux, Pierre Hurmic. Ce dernier, dans *Sud Ouest* du 3 mai, a fait mine de s'indigner : « Il fallait le dire pendant la campagne qu'on allait signer la cogestion ! ». Alain Anziani, nouveau maire PS de Mérignac, lui répond en assumant : « nous avons toujours défendu la cogestion avant les élections... et jamais condamnée pendant la campagne » (*Sud Ouest* 5 mai 2014). Peut-on croire que personne dans l'équipe de Feltesse n'avait informé leur colistier Hurmic, ni que la cogestion existe à la CUB depuis plus de quarante ans, ni qu'ils entendaient bien continuer ? Hurmic fait semblant de le découvrir une fois élu... c'est plus confortable de l'intérieur.

Ceci dit, il vise juste quand il décrit le fonctionnement de la CUB : « *Le Grand stade est emblématique des dégâts [de la cogestion]. Beaucoup de socialistes sont d'accord avec moi, mais ils ont voté pour. Le maire avait besoin de son stade et la gauche avait besoin de sa salle de spectacle à Floirac. La cogestion est devenue une fin en soi. C'est surtout le troc entre maires.* »

Juppé, lui, peut pavaner. La droite a 63 sièges sur 105, mais grâce à l'accord, il a été élu président de la CUB avec 92 voix. Un score qui appuie encore un peu plus ses ambitions de rassembleur présidentiable pour l'UMP, si Sarkozy avait trop de démêlés avec la justice.

Parmi les 20 vice-présidents (mais seulement six femmes, faut pas exagérer quand même), on peut trouver outre les principaux maires UMP et PS de la CUB... de grands contestataires comme Noël Mamère et une élue PCF, Claude Mellier, de Mérignac.

Si vous demandez à ce petit monde pourquoi ils font des listes séparées pour postuler à la direction de Bordeaux, Mérignac, Bègles ou Cenon... ils vous expliqueront sans doute que gérer de tels budgets, avec de telles compétences, est une question éminemment

Il faut sauver le soldat Feltesse

Vincent Feltesse est sauvé... Lui qui avait expliqué dans *Sud-Ouest* qu'il se retrouvait sans emploi, après son échec aux Municipales et à la tête de la CUB, a été repêché par l'Elysée, en devenant conseiller de Hollande.

Sans doute une forme de remerciements... on se rappelle que Feltesse avait pris l'initiative d'une pétition de 100 députés pour soutenir l'ANI, première grande mesure antisociale du gouvernement.

politique qui donne tout son sens au clivage gauche-droite... Mais pour le budget de plus d'un milliard d'euros de la CUB, il n'y a plus de clivages politiques, on cogère, on vice-préside...

Bref, tant pis pour ceux qui ont cru à la comédie des batailles électorales. Il ne s'agissait en réalité que de demander aux électeurs de choisir parmi plusieurs équipes laquelle serait chargée de mettre en œuvre des orientations si ce n'est identiques, en tout cas parfaitement compatibles. C'est ce que confirme Alain Anziani : « évidemment, si en 2020, l'établissement public de coopération intercommunale cédait la place à une nouvelle collectivité territoriale élue au suffrage universel, le débat rebondirait ». Pour rejouer la même comédie ?

François Mimvielle



Une partie du bureau de cogestion de la CUB... A. Juppé (UMP), A. Anziani (PS), N. Mamère (ex-EELV), C. Mellier (PCF)

Réforme territoriale

Valls-Hollande à l'offensive et les usagers des

Dans son intervention à BFM TV du 2 mai, Hollande a confirmé l'annonce faite par Valls lors de sa prise de fonction de premier ministre : division par deux du nombre de régions, suppression de la clause générale de compétence (voir encart), accélération du regroupement des communes, suppression des départements...

Un des enjeux de cette réforme est bien évidemment d'effectuer, au nom de la soi-disant nécessaire « lutte contre les déficits » une purge massive des effectifs de la Fonction publique territoriale, avec comme conséquence inévitable un nouveau recul des services rendus au public. Selon une estimation donnée au journal *les Echos* par le secrétaire d'Etat à la réforme territoriale, Vallini, la « suppression des doublons » qu'entraînerait cette purge rapporterait entre 12 et 25 milliards par an...

Mais elle répond aussi à la volonté des gouvernements d'adapter la structure administrative du territoire - les communes et les départements datent de la Révolution française - à l'évolution économique, démographique et technique de la société, plus précisément aux intérêts des classes dominantes.

Plus de « compétences »... pour des régions au service du patronat !

Même s'il ne se dit pas favorable à la suppression des départements et à la réduction du nombre de régions, Rousset a réagi à l'annonce de Valls en disant « chiche, monsieur, le Premier ministre » ! Président d'Aquitaine et de l'Assemblée des régions de France, il n'a pas attendu Valls pour prêcher pour la « suppression des doublons » et la spécialisation des compétences. Dans une interview-vidéo au journal *Les Echos* du 12 mars, il

Clause générale de compétence

La « clause générale de compétence » spécifie que les conseils municipaux, généraux et régionaux ont le droit d'intervenir dans tous les domaines concernant les « affaires de la collectivité » sans se préoccuper de savoir ce que font les autres niveaux... Accordée à l'origine, en 1884, aux communes, elle a été étendue un siècle plus tard (lois Defferre, 1982) aux départements et aux régions. Depuis, avec en particulier le transfert de multiples compétences de l'Etat -sans que les moyens suivent-, chaque niveau s'est plus ou moins spécialisé dans certains domaines, sans toutefois supprimer certains « doublons ». Supprimer la clause générale de compétence, c'est pousser jusqu'au bout cette tendance à la spécialisation et l'inscrire dans la loi.

explique : « Le vrai couple qui marche, en France, c'est la PME et la Région » ... « Les PME allemandes sont deux à trois fois plus aidées par leurs landers que les PME françaises. Il ne faut pas chercher plus loin le différentiel de productivité » ... « Quand vous vous rencontrez dans le train, le délégué syndical, le chef d'entreprise, le banquier... vous ne pouvez pas ignorer ce qu'est la gestion d'une entreprise... Vous vous pallucez avec la réalité industrielle... Vous rencontrez les structures de formation, les structures de recherche, vous avez une connaissance du tissu industriel, vous mettez tout ça ensemble »...

Tripler les subventions aux PME, animer le partenariat social (dans les trains !), mettre encore plus la recherche et la formation au service des entreprises... voilà, résumé par Rousset, un des enjeux centraux de la réforme territoriale.

« La branche sur laquelle ils sont assis »

Mais si Rousset dit « chiche », d'autres, comme C. Lebreton, président (PS) de l'Assemblée des départements de France, se disent « abasourdis ». Dans une émission d'Arte, bataillant contre la suppression des départements, il disait compter sur les parlementaires pour s'y opposer, car sinon, ils « scieraient la branche sur laquelle ils sont assis »... Difficile, en effet, d'imaginer le député Emmanuelli ou le sénateur Madrelle voter une loi supprimant leur fauteuil de président de Conseil général...



Tous se disent d'autant plus surpris que le mois de janvier dernier, le gouvernement Ayrault votait une loi restaurant la clause générale de compétence précédemment supprimée par Sarkozy. Trois mois plus tard, tout est remis en cause... Pris entre la nécessité de mener les réformes qu'exige la bourgeoisie et celle de ménager les élus, les gouvernements ne cessent de louvoyer.

contre les travailleurs collectivités territoriales

Mais si Valls et Hollande relancent l'offensive après la claque des municipales, c'est justement parce qu'ils comptent sur les sentiments que génère leur politique dans la population pour contraindre leur majorité à aller jusqu'au bout. Alors que tout le monde en prend plein la tête, qui peut se préoccuper de sauver les « perchoirs » de quelques milliers d'élus locaux ?

Stop à la destruction des effectifs et des services rendus aux populations

Il est impossible de savoir si la manœuvre que tentent Valls et Hollande réussira. Une chose est par contre certaine : depuis

sa mise en œuvre, marche chaotique ou pas, la réforme territoriale et la décentralisation s'est accompagnée d'un recul et d'une précarisation progressifs des effectifs des collectivités territoriales ; les transferts de compétences sans les moyens nécessaires n'ont cessé de faire régresser les services rendus à la population. Valls prétend aujourd'hui franchir un nouveau pas, contre les travailleurs des collectivités locales et leurs usagers, autrement dit contre la population dans son ensemble. C'est à la population dans son ensemble de faire en sorte qu'il n'y arrive pas.

Daniel Minvielle

A lire

Pas de pouvoir au FN ! Un outil militant contre l'extrême droite (brochure VISA, 98 pages, 2 euros)

Aussi brève qu'intéressante, cette brochure a été rédigée par l'association VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) qui regroupe des militants de Solidaires, la FSU, la CGT, la CNT et la CDFP.

Comme dit l'introduction : « *C'est l'approfondissement de la crise, du capitalisme, entraînant désindustrialisation, chômage, précarité, inégalités sociales, territoriales, qui permet au FN d'accroître son audience parmi les couches populaires. Les politiques nationales d'austérité, tant nationales qu'imposées par la Troïka, viennent renforcer ce phénomène... Tout en construisant les mobilisations nécessaires pour redonner espoir aux victimes de la crise, les syndicalistes doivent se préparer à affronter aujourd'hui celles et ceux qui se feront les porte-paroles du programme du FN.* »

La brochure montre d'abord quelles sont les régions « cibles », d'après les formations de plus en plus poussées pour cadres du FN : le Nord déshérité (comme à Hénin-Beaumont) et PACA,

région d'immigration et des premières villes FN dans les années 90. Leurs Maires les plus ouvertement corrompus, racistes et antidémocratiques, comme les Mégret, ne font plus partie du FN, certes, mais la même politique est contenue dans les propos de leurs ténors d'aujourd'hui.

En effet, si le FN « Bleu Marine » fait taire les tweets et autres propos directement antisémites ou contre l'avortement de bien de ses partisans, par exemple, il n'empêche que ses élus actuels ne peuvent cacher leur défense du grand patronat (Collard est l'ami des « pigeons », Maréchal Le Pen pour les licenciements boursiers, Bompard violemment contre les syndicats qu'il déluge de leur local) et tout simplement, leur crasse sociale : Marine Le Pen n'a, par exemple, pas pu se faire rembourser 700 000 € de frais de campagne présidentielle, dont deux nuits d'hôtel à 1363 euros et une fête de collecte de dons

pour sa candidature à 131 000 € !

Lors des municipales, le FN s'est même fendu d'une lettre aux titulaires de catégorie A et B leur demandant de faire passer leur CV pour voir ce qu'on pouvait faire : tout un programme, plus qu'électorale, clientéliste !

Bref, une brochure à lire pour connaître nos ennemis de classe et mieux les combattre !

M. C.



Le scandale de la voiture électrique : pollutions et captation de l'espace public

Il ne s'agit pas de promouvoir la voiture thermique (essence ou diesel), qui est elle-même une calamité environnementale, ni d'« interdire » de se déplacer en automobile... ce qui doit cependant être le cas seulement lorsqu'on ne peut pas faire autrement.

Mais nous contestons formellement les allégations selon lesquelles la voiture électrique serait « propre » ou « écologique ». D'ailleurs, en saisissant le Jury de déontologie publicitaire, l'Observatoire du nucléaire vient de contraindre Renault, Citroën, Opel, Nissan, Mitsubishi et Bolloré à retirer de leurs publicités les allégations en question (*).

Certes, la voiture électrique ne pollue pas en roulant, mais c'est avant et après qu'elle le fait : une récente étude de l'Ademe (**) montre même qu'elle émet autant de CO2 que la voiture thermique... sauf lorsque l'électricité est majoritairement nucléaire comme en France : mais elle est alors complice des graves pollutions de la filière nucléaire. D'autre part, les batteries des voitures électriques utilisent du lithium, métal dont l'extraction cause aussi de très graves dommages à l'environnement.

Il y a donc une indécente délocalisation de la pollution : la voiture électrique permet à des urbains privilégiés (principalement occidentaux) de rouler « propre »... en polluant loin de chez eux ! De plus, pour maintenir sa batterie à 80 degrés, la Bluecar de M. Bolloré consomme en continu de l'électricité... même lorsqu'elle est totalement rechargée : il s'agit d'un injustifiable gaspillage.

Par ailleurs, Autolib, BlueLy et BlueCub ont été imposés à Paris, Lyon et Bordeaux sous la promesse de faire disparaître sept voitures pour une Bluecar installée. Or une première étude, gardée confidentielle, montre que la diminution est nulle et, pire, que ce sont surtout des habitués des transports en commun qui ont été « captés » (***).

Au final, des centaines de places de stationnement, représentant un immense espace public, ont été indûment attribuées à la multinationale privée Bolloré, et ce n'est pas l'aspect le moins scandaleux de cette affaire.

Les citoyens ont toutefois la possibilité de contester ce système par un geste simple et parfaitement légal puisqu'il n'y a aucune dégradation : débrancher les voitures Bolloré en charge sur la voie publique (****).

Stéphane Lhomme

Directeur de l'Observatoire du nucléaire

<http://www.observatoire-du-nucleaire.org>

(*) <http://observ.nucleaire.free.fr/observ-contre-voitelec.htm>

(**) <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?sort=-1&cid=96&m=3&id=90511&ref=&nocache=yes&p1=111>

(***) <http://transports.blog.lemonde.fr/2013/03/26/on-a-rate-l'objectif-autolib-ne-supprime-pas-de-voitures>

(****) <http://aquitaine.france3.fr/2014/04/08/bordeaux-quand-les-ecolos-debranchent-454707.html>

Brochure du NPA

NON au pacte de « responsabilité » : « la sécu, elle est à nous ! »

Suite à l'annonce de Hollande de supprimer d'ici 2017 les cotisations patronales à la branche famille de la Sécurité sociale (un cadeau de 30 milliards), cette brochure a pour but de donner autour de nous les arguments pour défendre la Sécu, une partie de notre salaire.

Après des années d'exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons, cette attaque est une étape décisive qui vise à détruire la Sécu, le rêve pour tous les patrons : une baisse de notre salaire que nous devons combattre !

Demandez-la à nos militantEs, 2 euros.



La lutte féministe inexorablement liée à la lutte des classes

Samedi 3 mai, le comité NPA des Jeunes de Bordeaux organisait un topo-débat autour du thème « féminisme et lutte des classes ». Nous y étions une petite trentaine, avec des jeunes, des moins jeunes, des militants, des sympathisants.

Ce fut l'occasion de revenir sur la situation actuelle qui, par la crise capitaliste et les politiques d'austérité, s'attaque aux populations les plus précaires. Malgré plus d'un demi siècle de promesses et de lois, les femmes ont un salaire qui reste plus de 20 % inférieur à celui des hommes (et l'écart s'accroît depuis le XXI^{ème} siècle), ce sont également elles qui occupent 62 % des emplois non qualifiés, et qui touchent 80 % des bas salaires.

Ce contexte de crise est un terrain favorable pour tout type de réactionnaires, on l'a vu avec la recrudescence des offensives de droite et d'extrême droite. Ces offensives légitimées par un gouvernement soi-disant de « gauche » qui recule, notamment sur la loi de la famille qui comprenait la PMA et qui voulait introduire une discussion sur la GPA. Ce recul encourage l'expression des ordres conservateurs et réaction-



naires.

Ce n'est pas parce qu'on prône l'égalité des sexes comme le fait le gouvernement en instaurant la parité, que celle-ci est acquise, loin de là. Les plans d'austérité et les réductions des services publics s'appliquent dans des secteurs majoritairement féminins : la santé,

l'éducation, le social. Les femmes continuent non seulement de subir la double journée, mais leurs droits s'amenuisent comme en témoignent de façon dramatique les 180 centres IVG qui ont fermé leurs portes ces dix dernières années, fermetures qui touchent en premier les femmes les plus précaires qui subissent de plein fouet toutes les conséquences de la crise.

Ce n'est pas une fatalité. Les mouvements pour les droits des femmes au sein de la lutte des classes ont permis d'importantes avancées, comme ont pu le montrer la Révolution française de 1789 ainsi que la Révolution russe de 1917. En effet, pour s'attarder un peu sur la Révolution russe, on remarque que c'est le pays qui, à l'époque, fut le plus avancé sur la question de l'émancipation des femmes.



La Révolution russe a débuté le 8 mars 1917 par une manifestation de femmes, les ouvrières du textiles de Petrograd, rejointes peu à peu par l'ensemble de la classe ouvrière jusqu'à la destitution du pouvoir tsariste. Dès les premiers mois de la république ouvrière russe, des conditions liées à la production organisée de façon rationnelle, répartie et planifiée, furent posées. Par l'impulsion des sections féministes du parti communiste russe, le code de la famille, rédigé en 1918, instaurait l'égalité absolue entre le mari et la femme. Des mesures relatives à la protection de la santé des femmes, la croissance des crèches, des blanchisseries, des maisons, des cantines

collectives visaient à libérer les femmes de ces activités. Cependant, malgré ces avancées la situation resta compliquée pour de nombreuses femmes, en particulier dans les campagnes, la situation économique ayant beaucoup de mal à s'améliorer à cause de l'isolement de la Russie.

Hommes et femmes des classes populaires ont conduit ces luttes ensemble afin de pouvoir se libérer du joug capitaliste. Si les femmes prolétaires ont aussi des besoins d'égalité en tant que femmes, l'histoire nous démontre qu'il ne peut y avoir de véritable émancipation du sexe féminin sans émancipation économique et sans remettre en cause l'oppression capitaliste.

Toutes les luttes pour les droits démocratiques participent bien sûr du combat et du progrès social, mais en ne posant pas le problème de l'émancipation globale, certaines revendications pour l'émancipation des femmes ont été institutionnalisées, dépolitisées, récupérées par les partis au pouvoir et l'ensemble de la classe dirigeante. C'est pourquoi nous sommes convaincuEs que la question

de l'émancipation des femmes fait partie intégrante du processus de la lutte des classes qui s'inscrit dans un contexte de remise en cause général de l'ordre bourgeois établi. C'est dans les périodes révolutionnaires que l'ensemble des droits démocratiques des oppriméEs, et en particulier ceux des femmes, ont le plus avancé, grâce à leur propre intervention.

De la Révolution française aux Printemps arabes en passant par la Commune de Paris ou mai 68, les femmes ont non seulement été partie intégrante mais déterminante de ces processus !

Océane

XENIA

de Gérard Mordillat (Calman-levy)

En 2014 dans une cité de Paris, Xénia a 23 ans, un très jeune enfant Ryan, travaille dans le nettoyage industriel pour quelques centaines d'euros par mois et une plage horaire de 4h du matin à 20h. Son « gros con » de mec se tire le jour de son anniversaire en emportant les économies et lui laissant de grosses emmerdes à venir.

Il y a la voisine et meilleure amie Blandine qui elle aussi élève seule son fils Samuel, un grand métis de 15 ans. Précaire aussi mais en CDI comme caissière à l'Hyper de la cité.

On va suivre leur vie de précarité, de galères sur quelques mois et celle de leur entourage comme Aziz, l'épicier du coin, Biglouche le garagiste, Joséphine la sans papiers et bien d'autres... Et puis il y a Gauvain, le directeur d'une Banque où Xénia fait le ménage, leur rencontre humaine et amoureuse surprenante comme quand la vie se fait belle.

Tous les personnages sont confrontés à la dureté de la vie, sont partagés entre colère et sentiment d'impuissance à changer le cours des choses. Xénia dira « *Ma vie ? Quelle vie ? J'ai pas de vie !* ». C'est terrible, à 23 ans !

Heureusement, entre les deux copines, il y a les fous rires, les discussions sur leurs envies notamment dans leur vie sexuelle. Il y a cette solidarité entre elles et avec les autres pour faire face aux pépins qui tombent sans arrêt et aussi pour envisager un autre avenir.

Sans vouloir dévoiler l'histoire dont le suspens fonctionne comme dans un polar avec une fin « éblouissante » qui devrait faire réfléchir les patrons avant de licencier ! On comprend dès le début que Xénia et Blandine ne sont pas du genre à prendre des coups sans les rendre. Que la carrière de Gauvain dans la banque ne va pas durer ou que Samuel en butte au racisme et qui slame du Malcom X aurait bien besoin de perspectives politiques.

Il y a beaucoup de dialogues dans ce livre qui fait penser à celui de Florence Aubenas, *Le quai de Ouistreham*.



Par exemple cet échange entre Gauvain et Xénia :

- Tout le monde est en rogne contre le gouvernement, les banques, les patrons et pourtant il ne se passe rien... Rien du tout.
- Ma copine Blandine dit ça aussi. Jusqu'à quand ? Jusqu'à quand les gens vont accepter d'être traités comme ils le sont...
- Il faudrait que la colère prenne corps, que ce ressentiment débouche sur quelque chose...
- Une révolution ?
- Peut-être...

J.R.

Face aux offensives du gouvernement, à la montée de la droite et de l'extrême droite, il est plus que jamais nécessaire que les idées anticapitalistes se fassent entendre le plus largement possible. C'est pourquoi le NPA a pris sa place dans les municipales et participera aux européennes.

Mais cela a un coût ! Et si dans les municipales, certaines de nos listes ont dépassé la barre des 5% à partir de laquelle les frais de campagne sont remboursés, ça n'est pas le cas pour toutes. De la même façon, la loi électorale qui régit les européennes, très défavorable aux listes n'émanant pas des grands partis institutionnels, fait que nous ne pouvons être certains de voir nos frais de campagne remboursés.

C'est pourquoi nous avons besoin du soutien financier de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour contribuer à faire vivre les idées de l'anticapitalisme :

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL
- en ligne sur notre site : www.npa2009.org/souscription

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.



CAMPAGNE FINANCIÈRE 2014

L'Europe des travailleurs et des peuples !